

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017  
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

REFERENCE:

Le 28 août 2007

Monsieur le Président,

Je voudrais par la présente accuser réception de votre lettre N / R Po2-099/PLPHT-FNL /07 en date du 09 août 2007, adressée au Secrétaire général des Nations Unies.


J'ai pris bonne note de son contenu et en retour, je voudrais au nom du Secrétaire général des Nations Unies, vous rappeler les termes de la Déclaration Présidentielle du Conseil de sécurité datée du 30 mai 2007, vous exhortant à poursuivre vos efforts de coopération avec toutes les parties prenantes, en vue de la finalisation dans les plus brefs délais du processus de mise en application du cessez-le-feu historique du 07 septembre 2006. Il y va assurément de l'intérêt supérieur du peuple burundais et la communauté internationale continuera à appuyer tous les efforts entrepris dans ce sens.

Je peux vous assurer, à cet égard, que conformément à leurs mandats respectifs, l'Union Africaine, l'Initiative Régionale pour la paix au Burundi et la Facilitation demeurent activement saisies des différents aspects liés à la mise en œuvre de l'Accord global de cessez-le-feu.

Par conséquent, il est hautement souhaitable que le mouvement Palipehutu-FNL reprenne immédiatement sa participation aux travaux du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi (MCVS), à Bujumbura.

Il vous sera loisible, au sein dudit Mécanisme, de partager vos soucis et de faire des propositions constructives visant à assurer la poursuite de la mise en œuvre des engagements pris par les parties dans le cadre de l'Accord Global de cessez-le-feu du 07 septembre 2006.

Je vous prie de croire, monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

  
Jean-Marie Guéhenno  
Secrétaire général adjoint  
aux opérations de maintien de la paix

Monsieur Agathon Rwasa  
Président du Palipehutu-FNL

SEP - 7 2007

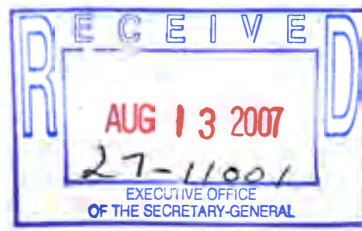
27-11001

REPUBLIQUE DU BURUNDI  
PALIPEHUTU - FNL



UGURABO BURUNDI

Bujumbura, le 9 août 2007



Psautu 14:1-6, Jean 8:32

# CABINET DU PRESIDENT

Objet : Crise du processus de paix  
N/R : P02-099/PLPHT-FNL/07.

A Son Excellence Monsieur le Secrétaire  
Général des Nations Unies  
A New York.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous adresser le présent mémorandum sur le processus de paix interburundais, en vue de vous faire part de l'état sécuritaire qui règne dans notre pays malgré des accords de paix astronomique en nombre entre le pouvoir burundais et différents partis et mouvements.

Pour mieux saisir l'ampleur du problème et du danger qui guette notre cher petit pays, il importe que l'on parte d'un bref aperçu historique et passer en revue le processus de paix qui dure depuis bientôt une décennie, pour pouvoir s'imaginer quel avenir se profile pour le Burundi.

Veuillez, Excellence Monsieur le Secrétaire Général, trouvez dans les pages qui suivent le cri de détresse du peuple burundais et agissez avant qu'il ne soit trop tard pour sauver ce qui reste à sauver.

## I.C.P.I.A :

- Son Excellence Yoweri Kagame Museveni, Président de la République Ougandaise et Président de l'Initiative Régionale pour la paix au Burundi.
- Son Excellence Jakaya Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie et Vice Président de l'Initiative Régionale pour la paix au Burundi.
- Monsieur Alpha Oumar Konaré, Président de la Commission de l'Union Africaine à Addis Abeba.
- Monsieur José Manuel Barroso, Président de la Commission de l'Union Européenne à Bruxelles.



**MEMORANDUM : DU PROCESSUS DE PAIX INTER BURUNDAIS.****I. BREVE HISTORIQUE DE LA CRISE BURUNDAISE.**

Le Burundi était une monarchie sacrée avant même que n'arrivèrent les colons allemands peu avant la fin du dix-neuvième siècle. Dans cette monarchie-là qui était déjà vieille de quelques siècles, le pouvoir était héréditaire et restait l'apanage des Tutsis, lesquels s'étaient rendus maîtres de tout et sur tous. Le système socio-économique y était fondé sur le servage et le clientélisme, les seigneurs étant bien entendu des Tutsis, alors que les Hutus étaient des serfs ou esclaves tout simplement, tandis que les Twa étaient réduits si simplement à l'état de parias.

Cette monarchie alla son bon chemin et collabora avec la colonisation - d'abord allemande, puis belge- dans l'exploitation des masses et se vit abolie par l'oligarchie militaire le 28/11/1986. Mais faut-il noter au passage que sous la monarchie, les gens étaient offerts en sacrifice à chaque occasion des festivités nationales et que les seigneurs pouvaient tuer, chasser, ou malmenar sous n'importe quelle autre forme leurs sujets sans que les victimes puissent avoir un quelconque recours.

L'avènement de l'Indépendance montra clairement que la société burundaise était plutôt dichotomique, mais malheureusement, au lieu de se soucier de réconcilier cette nation, le pouvoir et ses alliés étrangers s'employèrent plutôt à exacerber la situation. En effet, alors que les Hutus aspiraient à une véritable démocratie et demandaient d'être de véritables citoyens et jouir des mêmes droits et libertés que leurs concitoyens Tutsis, on assista plutôt à leurs pogroms répétés en réponse à leurs revendications quand bien même fondées. Et face à cette situation désastreuse, la communauté internationale resta impuissante, ce qui encouragea la clique au pouvoir à continuer sa sale besogne de massacrer des populations innocentes, de les traquer et de les exiler à défaut de pouvoir les exterminer.

Cette tragédie multiforme de tout un peuple prit une nouvelle dimension avec l'avènement du multipartisme qui marque la dernière décennie du siècle dernier. Après les élections remportées par une opposition hutue, les anciens maîtres du Burundi ne cachèrent pas leur amertume vis-à-vis de cet événement et ne tardèrent pas à bouleverser ce nouvel ordre politique en assassinant le premier président élu depuis que le Burundi existe ! Face à ce mépris sans nom, le peuple tant meurtri par les génocides répétés qu'il avait déjà subi en 1965, 1968, 1972-73, 1988 et 1991-92 pris les armes blanches auxquelles il pouvait avoir accès et résista contre les usurpateurs.

Cette résistance populaire mit en désarroi l'armée mono ethnique du Burundi et ses alliés proches et lointains. Pour sauver cette oligarchie qui s'est montrée à plus d'une reprise capable de décimer impitoyablement des populations entières et sacrifier les intérêts de toute une nation au profit d'une infime minorité de la population nationale, il fut initié des « pourparlers de paix » depuis 1998, lesquels malheureusement ont été placés sous la houlette d'une Initiative Régionale présidée par un allié traditionnel de l'oligarchie militaire burundaise.



## II. DU PROCESSUS DE PAIX INTER BURUNDAIS.

Lorsque la crise politique et institutionnelle entama le Burundi en octobre 1993, on remarqua comme toujours une timidité et de l'inaction de la communauté internationale comme cela avait toujours été le cas lors des précédents génocides qui avaient déjà emporté plus d'un demi million de Hutus dont plus de 70% de ces victimes-là en quelques mois seulement en 1972.

Face à cette situation, le faible pouvoir du Frodebu qui avait espéré le secours des troupes étrangères africaines ou mondiales et qui n'en avait pas reçu, négocia- en position de faiblesse- avec l'Uprona et sa mouvance pour aboutir aux accords respectifs de Kajaga, Novotel et Kigobe, lesquels ne portèrent aucun fruit si ce n'est la dégradation davantage de la situation sécuritaire des populations civiles. Dans l'entre-temps, les armées tutsies de la région (FAB, APR et NRA) préparaient l'invasion du Zaïre/Congo en prélude de l'invasion du Soudan d'El Bashir, ce qui précipita le coup d'Etat qui ramena au pouvoir le Major Pierre Buyoya en juillet 1996. Désormais la guerre s'intensifia au Burundi, ces armées tutsies coalisées entendant ne pas laisser derrière elles une quelconque résistance ou opposition au moment de leur marche vers Khartoum. Hélas elles ne purent pas réussir cette entreprise et pour éviter une intervention des troupes africaines, sur avis et promesses du président ougandais de protéger ses alliés (l'armée Tutsie burundaise), le Major Buyoya accepta de négocier avec les politiciens hutus tout en ignorant ceux qui étaient aux prises avec son armée !

Ces négociations qui eurent lieu à Arusha en Tanzanie durèrent plus ou moins trois ans pour aboutir aux accords du 28/08/2000, accords signés de force et qui jusqu' à ce jour sont inappliqués et ne sont évoqués que comme un slogan. Qualifiés d'accords de paix et de réconciliation, ils furent contre toute nature utilisés pour intensifier la guerre contre le PALIPEHUTU-FNL en suramant les FAB et en renforçant l'impunité ! Excepté un partage du pouvoir, et partant un partage d'intérêts entre les dignitaires, tout le reste du contenu dudit accord (lui même biaisé) sont toujours lettre morte et surtout, il faut éviter de parler de l'histoire du Burundi puisqu'elle est tragique et que les responsables de cette tragédie sont, qui au sénat, qui d'autre à l'assemblée nationale, et d'autres encore au gouvernement et diverses institutions et entreprises para étatiques.

Il a fallu attendre une année et trois mois pour que les signataires d'Arusha commencent à appliquer ce qu'ils pouvaient appliquer tout en maintenant le pays dans la peur et l'épouvante. C'est ainsi qu'ils mirent sur pied un gouvernement de transition, qui se préoccupa de feindre des négociations de cessez-le-feu avec des combattants qui se trouvaient nulle part sur le champ de bataille au Burundi, l'objectif étant de s'allier avec ces derniers pour qu'ils aident les FAB à annihiler le PALIPEHUTU-FNL et massacrer davantage des populations civiles innocentes. C'est dans ce cadre que la médiation sud africaine créa un pseudo Palipehutu-Fnl en 2002 dont elle responsabilisa un certain Mugabarabona ; et une année après, la même médiation réussit à sceller l'alliance entre le gouvernement de transition et le Cndd-Fdd et désormais l'idée de génocide contre le PALIPEHUTU-FNL ne fut plus exprimer à demi-mot, puisque d'importantes personnalités de l'exécutif sud africain annoncèrent en l'été 2003 sur les ondes que la question du PALIPEHUTU-FNL allait être réglée sous peu. Et en moins d'une semaine, le Cndd-Fdd, appuyé par les FAB, lança une offensive sur les positions du PALIPEHUTU-FNL dans les provinces de Bujumbura Rural et Bubanza, tout en se livrant aussi au massacre des militants et sympathisants du parti dans la capitale Bujumbura et à travers tout le pays, tout cela sous le regard complice et la bénédiction des parrains du processus de paix burundais à savoir l'Initiative Régionale pour la Paix

au Burundi, le pays médiateur qu'est l'Afrique du Sud ainsi que les bailleurs de fonds ! On se souviendra que lors du lancement en septembre 2003 de ce génocide qui continue même aujourd'hui, le Cndd-Fdd promettait de par son porte-parole Gélase Ndirakobuca que dans trois jours il n'y aurait plus de combattant ou militant du PALIPEHUTU-FNL.

Malgré ce génocide planifié et orchestré contre le PALIPEHUTU-FNL, nous avons accepté de répondre positivement à l'appel aux pourparlers de paix depuis 2005. Malheureusement, l'autre partie et ses soutiens ont toujours fait montrer de ne vouloir que nous anéantir et font tout pour contourner quelque accord conclu. Rappelons à toutes fins utiles que lorsque notre délégation se présenta à Dar es Salaam en mars 2006 pour négocier avec le pouvoir de Bujumbura, ce dernier s'est dérobé et a plutôt rejoint un forum dit « Tripartite Plus 1 » qui ne vise que l'extermination d'une certaine catégorie de citoyens dans la Région des Grands Lacs. Ce forum s'inscrit en faux contre toute négociation digne de ce nom et est parrainé par les USA.

Après une longue attente à Dar es Salaam, les négociations furent solennellement ouvertes le 29/05/2006 mais elles furent marquées par des menaces ouvertes et un mépris inouï vis-à-vis du PALIPEHUTU-FNL de la part de la médiation, et aucune question sensible ou essentielle ne fut abordée, la délégation gouvernementale et la médiation chantant à l'unisson qu'elles n'avaient pas de mandats pour pareilles questions. La conséquence à cela est qu'il y a eu ~~ceasez-le-feu~~ sans qu'il y ait ni accord politique, ni accord technique des forces en présence.

Dès après la signature de l'accord de ~~ceasez-le-feu~~, le 7/9/2006, au PALIPEHUTU-FNL nous nous sommes gardés de toute action qui irait en contradiction avec le ~~ceasez-le-feu~~, mais de l'autre côté, le gouvernement n'a ménagé aucune énergie pour saboter le processus et nous provoquer afin que tout foire. Hélas, la médiation sud africaine n'a pas manqué de manifester son esprit partisan vis-à-vis du gouvernement ! Et nous nous imaginons quelle paix nous avons conclue avec le pouvoir de Bujumbura : c'est une paix qui n'en est pas une. Et pour cause : alors que dans l'accord de principe du 18/6/2006, il est stipulé que le gouvernement proclamerait l'immunité provisoire des militants et combattants du PALIPEHUTU-FNL et libérerait les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre, le gouvernement a prétendu proclamer l'immunité à l'endroit d'un « mouvement signataire » et garde toujours sous les verrous les prisonniers politiques et ceux de guerre (et nous risquons de croire qu'il les a exterminés), a continué et continue de traquer nos militants et combattants, allant jusqu'à les massacrer même comme cela a notamment été le cas à Musinga et dans la plaine de l'Imbo, et tout récemment en commune Muhuta et à Masama en commune Kabazi dans Bujumbura Rural.

L'attitude irresponsable du gouvernement et de la médiation a fait que le processus ne progresse pas, et comme ils étaient toujours assoiffés de nous exterminer, ils ont formulé des menaces verbales ouvertes à l'endroit de notre délégation du MCVS le jeudi 19/7/2007 avant de déployer des troupes le samedi 21/7/2007 pour terroriser les membres de notre délégation et les priver de mouvements et même de nourriture sous prétexte qu'ils ont volé 4 fusils aux militaires sud africains stationnés à Bujumbura ! Il va sans dire que cette attitude du gouvernement ainsi que de la médiation sud africaine rentre toujours dans leur esprit d'anéantir le PALIPEHUTU-FNL tel qu'ils l'ont proclamé tout haut en l'été 2003 à l'issue des accords de Pretoria entre le Cndd-Fdd et le gouvernement de transition du Burundi que gérait le président Domitien Ndayizeye. Cette attitude déplorable du gouvernement et de la médiation de fuir leurs responsabilités et de promouvoir la terreur au lieu du droit et de la sagesse, a poussé

notre délégation à se retirer de Bujumbura où elle était littéralement menacée de mort par les unités de protection sud africaines en connivence avec certains éléments des Forces de Défense Nationales du Burundi, alors qu'elle ne demandait que les principes signés le 18/06/2006 et le cessez-le-feu du 7/09/2006 soient approfondis pour être applicables !

### III. CONCLUSION.

A la lumière de ce qui est évoqué succinctement ci-dessus, il est clair que l'anéantissement du PALIPEHUTU-FNL ne constitue nullement pas la solution à la crise burundaise, et que tant que le processus de paix burundais est sous la houlette du président ougandais et la médiation sud africaine, il ne pourra pas aboutir. En effet, un conflit ne peut pas être résolu si parler de son origine est un sujet tabou ! De même, les demi solutions sont d'une efficacité précaire puisque les peurs et les appréhensions mutuelles sont refoulées mais subsistent et peuvent resurgir à tout moment.

Cela étant, nous proposons que l'on accepte qu'il y ait de véritables négociations inter burundaises et non de simples compromissions où l'on se partage des postes sans songer aux masses populaires alors que la crise sociopolitique frappe indistinctement tout le monde !

Ainsi donc propose-t-on la démarche de la « *Transformation du conflit* » en laquelle le point de départ est l'analyse profonde des causes de la crise, ce qui n'a jamais été fait d'où l'impunité et les autres tares du régime prévalent toujours, en témoignant la paralysie des institutions depuis plusieurs mois et le tâtonnement de l'exécutif !

Par ailleurs, Il importe que les Burundais et la communauté internationale constate l'incapacité et l'inefficacité de l'Initiative Régionale pour la Paix au Burundi et la Médiation Sud Africaine quant à la question de la paix burundaise : on ne peut pas être pyromane et pompier à la fois, tout comme il est impossible que l'on soit à la fois juge et partie. Le slogan sud africain de « *solution africaine aux problèmes africains* » n'est qu'un vain discours. Il est temps que l'on soit réaliste et que le processus soit confié à des personnalités qui n'ont pas de responsabilités dans la crise burundaise qui n'a que trop duré.

9/12

**AFRICAN UNION**

**الاتحاد الأفريقي**



**UNION AFRICAINE**

**UNIÃO AFRICANA**

---

**P.O. Box: 3243, Addis Ababa, Ethiopia, Tel.:(251-11) 551 38 22 Fax: (251-11) 551 93 21**  
**Email: situationroom@africa-union.org, oau-ews@ethionet.et, ausituationroom@yahoo.com**

---

**PEACE AND SECURITY COUNCIL**  
**86<sup>TH</sup> MEETING**  
**10 AUGUST 2007**  
**ADDIS ABABA, ETHIOPIA**

**PSC/PR/Comm(LXXXVI)**

**COMMUNIQUE**

10/12



**COMMUNIQUE**

The Peace and Security Council of the African Union, at its 86<sup>th</sup> Meeting held on 10 August 2007, adopted the following Communiqué on the status of implementation of the 7 September 2006 Comprehensive Ceasefire Agreement between the Government of the Republic of Burundi and Palipehutu-FNL:

**Council,**

1. **Recalls** communiqué PSC/PR/Comm(LXXXI) of its 81<sup>st</sup> meeting held on 20 July 2007, on the implementation of the Comprehensive Ceasefire Agreement of 7 September 2006 between the Government of the Republic of Burundi and the Palipehutu-FNL of Agathon Rwasa;
2. **Expresses** serious concern with the deterioration of the political situation in Burundi resulting from the differences which emerged recently between the Government and the opposition parties;
3. **Deplores** the withdrawal of Palipehutu-FNL from the Joint Verification and Monitoring Mechanism (JVMM) for the implementation of the 7 September 2006 Comprehensive Ceasefire Agreement between the Government of Burundi and Palipehutu-FNL. Council **urges** the Palipehutu-FNL to immediately resume its participation in the Joint Verification and Monitoring Mechanism and to engage on the path of dialogue in the spirit of the Dar es Salaam meeting held on 17 June 2007, between President Pierre Nkurunziza and the leader of Palipehutu-FNL, Agathon Rwasa;
4. **Encourages** the Facilitation to, once again, undertake the necessary contacts to reenergize and speed up the process of implementing the Comprehensive Ceasefire Agreement;
5. **Expresses** its gratitude to South Africa for its generous contribution to the African Union Special Task Force in Burundi;
6. **Reiterates** its call upon the parties to honor their obligations and commitments with a view to accelerating the implementation of the Comprehensive Ceasefire Agreement which should be concluded at the latest by December 2007;
7. **Invites** the Government, political opposition and all other stakeholders, to follow the path of dialogue to resolve the differences bearing in mind the interest of Burundi and the need to safeguard the institutions before everything else and **expresses** its support and encouragement to all those who deploy efforts on the ground, including representatives from the civil society and the international community, to promote a solution to the situation;
8. **Commends** the Regional Initiative and the Facilitation for the efforts they have deployed to assist the people of Burundi in regaining peace. Council **appeals** to the Regional Initiative to urgently examine the situation in Burundi with a view to addressing

11/12



the challenges facing the peace process so as to ensure that the gains achieved after the protracted efforts and sacrifices by the people of Burundi, the Region and the Continent as a whole, with the support of the international community, are preserved and consolidated;

9. **Expresses** its concern at the severe socio-economic situation in Burundi and encourages the Government, working together with its partners, to create conditions for addressing the situation;

10. **Decides** to remain seized of the matter.

12/12